Compte rendu Montreuil 25,26 mai 2018 par Pierre

**Le Manifeste des Assemblées locales des EGM**

Après des concertations citoyennes dans 106 assemblées locales auxquelles ont participé plus de 10 000 personnes de 76 départements, 1650 organisations collectifs, 700 événements organisés en France, nous avons adopté ce week-end un manifeste servant de "**socle commun pour une politique migratoire respectueuse des droits fondamentaux et de la dignité des personnes**". Cette **déclaration historique** comporte une **quarantaine de propositions concrètes pour répondre à "la crise des politiques migratoires".**

Déroulement du WE

Samedi : Après l’accueil des participants nous rentrons dans le vif du sujet

**Dénoncer l’inacceptable et y résister :**

Témoignages et présentations d’initiatives des assemblées locales de Gironde, Toulouse, Champagne, Loire, Seine-Saint-Denis, Nord Pas de Calais. D’abord une petite synthèse des cahiers des assemblées locales par Violaine du Gisti. Les points forts commun à l’ensemble des retours des assemblées : l’ accueil en préfecture le plus « scandaleux », Hébergement» et les dublinés  innaceptable », les mineurs isolé es – la mise en œuvre des droits : accès aux soins, carte CMU etc,. En fait impossible de donner un ordre de priorité ou de gravité, tous les exemples donnés sont inacceptables et scandaleux.

**La Gironde** a fait un livre noir de l’accueil et des initiatives citoyennes et solidaires en parallèle + une vidéo de 20 mn en lignes, (<https://www.youtube.com/watch?v=mD0kjLxmlWU>) en Gironde 529 mineurs non accompagnés en 2017. Dans le Livre noir de l’accueil des migrants en Gironde, des exemples attestent d’autres manquement en termes d’accueil : « Aucun dispositif d’accueil d’urgence n’est effectif après 16h en semaine, le week-end et les jours fériés. Lorsqu’un jeune se présente à l’hôtel de police en dehors des ouvertures du Service d’accueil et d’évaluation des mineurs non accompagnés, le SAEMNA, il est systématiquement mis dehors, même s’il est accompagné par un membre d’association ou travailleur social. D’après l’élue en charge de l’ASE (aide sociale à l’enfance), un protocole existerait entre le Conseil Départemental et la Préfecture, stipulant que ces jeunes devraient être accompagnés au Centre Départemental de l’enfance et de la famille (CDEF). Ce protocole n’est aucunement appliqué. Les jeunes se retrouvent donc à la rue, dorment à la gare, dans des parkings, au mieux dans des squats. » Ce qui avait entraîné [la mort d’un jeune](https://rue89bordeaux.com/2017/07/mort-ivoirien-bordeaux-services-etat-mis-en-cause/) au printemps dernier à Bordeaux. C’est à la fois un état des lieux et une dénonciation des situations dans lesquelles se trouvent les migrants. https://www.youtube.com/watch?v=mD0kjLxmlWU

**Toulouse**, présenté par deux chercheur es « observatoire de l’inacceptable des pratiques en Préfecture. Actions publiques avec affichages sur la maltraitance en préfecture, résultats la chef de service et un agent particulièrement raciste muté es

**Champagne** travail en priorité sur les MNA 90% errent, après un suicide récent des actions d’accompagnements ont été proposées, pour leurs permettent de s’exprimer en faisant du théâtre et un film « Passeurs » et émission de radio**.**

**Loire** 500 personnes pour une action dans le cadre des EGM « Plus personnes ne dorme dans la rue ». Déjà en 2003 500 Rroms mis à la rue suite à une décision de la Préfecture. Maintenant 25 association sont impliquées pour le logement,  la solution :Droits inconditionnels à l’hébergement, appliquons la loi.

**Dans le 93** également livre noir sur l’accueil en Préfecture, 80 élu es ont témoigné + video. 4 heures pour un accueil inconditionnel, dans le cadre des Etats Généraux des Migrations le samedi 5 mai 2018.

**Nord Pas de Calais** actions pour rendre visible la participation des éxilé es eux même : ils éditent «  journal des Jungles » ils en sont au n° 9 écrit en plusieurs langues.

**Mobilisation en EUROPE et liens avec le monde de la recherche**

**Intervention Italienne,** Forum Italien lance une campagne de manifestation « MOVE3 » la plus grande : 10000 personnes sur les rapports Italie Libye

**Sénégal** manifestation 15000 personnes au Sénégal demandent aux européens l’obtention des droits sociaux pour les migrants.

**Grèce** suppression de Dublin en // dénonce le fait que les réfugiés soient bloqués dans les Iles. Droits d’immigrer pour les saisonniers.

**Suisse** Réseau autour des familles séparées marche les 16-17 juin

**Chercheurs :** quelqu’un de la CIMADE et un autre chercheur parlent au nom des chercheurs.

Actuellement en France environ 100 chercheuses et chercheurs travail sur l’immigration, prêt à nous aider pour la recherche d’alternative aux politiques actuelles, un questionnaire sur les humains bougent ( pas sur si c’est en route ou en projet).

*J’ai pu voir et parcourir un épais document regroupement des cahiers de doléances envoyé par 86 assemblées locales et ce n’est pas fini, qui seront publiés fin septembre par les Cahiers.*

Ensuite nous travaillons sur Travail sur le « socle commun », un manifeste portant les valeurs et les propositions, issu des travaux des assemblées locales dont nous avions reçu dans les assemblées locales une version qui sera approuvée par la 1ère session nationale des EGM. 4 heures durant nous avons étudié article par article qui devient « le Manifeste des Assemblée Locales », dès lundi soir nous avons reçu la version corrigée, dans les assemblée locale. Le Manifeste est réparti : un considérant puis 6 parties**.**

**1) Un accueil digne des nouveaux arrivants 2 articles**

**2) Un respect du droit d’asile effectif, qui ne soit plus prétexte à une logique de tri, 7 articles.**

**3) Une égalité des droits entre Françaic e s et étrange-ère-s présent e s sur le territoire, 11 articles.**

**4) Une reconnaissance des initiatives citoyennes dans l’accueil et le soutien aux personnes étrangères, 3 articles.**

**5) Modification des règles concernant l’accès au territoire français et politique internationale, 6 articles.**

**6) Conditions de réalisation et de mise en œuvre d’une telle alternative, 8 articles.**

Tout ça en assemblée plénière !

Dimanche nous finissons le manifeste, puis partons en 9 ateliers.

Nouvelles alliances : 1) Quelles relations avec les élues. 2) Vers un mouvement d’opinion européen. 3) S’appuyer sur le monde de la recherche.

Organisation : 4) Composition et rôles du groupe de facilitation, des groupe de travail et relation avec les assemblées locales

Convergences : 5) Du socle commun vers une politique alternative. 6) Poursuivre la valorisation des consultations.

Mobilisations : 7) Quels rôles et actions pour les assemblées locales. 8) Quelles mobilisations collectives pour les EGM. 9) La place des personnes étrangères dans la dynamiques des états généraux des migrations.

*Ensuite pour clôturer cette 1ère session il y a eu restitution des ateliers et débats. Je n’ai pas pu rester à cette partie, afin d’aller prendre mon train de retour. Nous recevrons bientôt la synthèse des ateliers.*

En attendant ci- dessous vous pouvez lire le Communiqué de presse des Etats Généraux des Migrations du Mardi le 20 février 2018.

Projet de loi Asile et Immigration: les organisations engagées dans les États Généraux des Migrations dénoncent le projet de loi et poursuivent leur travail pour construire une politique migratoire alternative.

A la veille de l’adoption du projet de loi en Conseil des ministres, prélude à son examen par le Parlement, les organisations engagées dans les États Généraux des Migrations dénoncent le choix du Gouvernement de reléguer au second rang de ses préoccupations le respect des droits des personnes étrangères en France. Elles continuent de s’organiser partout en France pour construire ensemble des propositions pour une politique migratoire réellement humaine et digne. En novembre dernier, des centaines d’associations et de collectifs citoyens ont décidé de lancer sur l’ensemble du territoire des concertations destinées à poser les bases d’une politique migratoire alternative. Les principes et les propositions qui en émergeront seront présentés à l’occasion d’une première session nationale des Etats Généraux, prévue les 26 et 27 mai prochains. Bourg en Bresse, Nîmes, Blois, Carcassonne, Strasbourg, Lyon, Toulouse, Millau,

Caen, Marseille, La Rochelle, Chambéry, Rouen, Poitiers, Dijon, Montpellier, Béziers, Sète, Alès, Lunel, Perpignan, en Drôme-Ardèche, Sud Ardèche, dans la Loire, le Nord, le Pas de Calais, les Cévennes ou la Sarthe, près d’une quarantaine de concertations sont actuellement organisées partout en France. D’autres vont suivre dans les semaines qui viennent. Au quotidien, les organisations et collectifs engagés constatent les effets de la politique actuelle du gouvernement (maltraitance contre des migrants, violation de leurs droits fondamentaux, criminalisation de l’action des bénévoles, ...). Ils ne sont pas dupes des éléments de langage qui accompagnent la présentation de ce projet de loi par le Gouvernement. Les quelques «mesures positives» que celui- ci comporte dissimulent mal ses dispositions les plus répressives, et ne doivent pas les justifier. Les voix associatives et citoyennes ne sont pas les seules à s’élever : le Défenseur des Droits, les agents de la Cour nationale du droit d’asile, des écrivains, des journalistes, des avocats, des syndicats, des universitaires et des étudiants ont fait part de leur profonde indignation face à ce projet de loi. Même certains députés de la majorité En Marche ont exprimé leurs inquiétudes sur le contenu de ce texte, voire leur opposition. Les organisations des États généraux des migrations déplorent que le chef de l’État et le gouvernement n’aient pas entendu leurs appels répétés pour une véritable concertation avec la société civile qui est au contact quotidien avec les personnes exilées. Les réunions organisées par le Premier ministre au mois de décembre et janvier ressemblaient fort à un simulacre de concertation. Les organisations et collectifs citoyens des États généraux des migrations appellent le Président de la République, le gouvernement et les parlementaires à placer au cœur de la politique migratoire les droits et la dignité des personnes qui ont tout quitté, le plus souvent au péril de leur vie, pour fuir la guerre, les violations de leurs droits fondamentaux et la misère , comme de celles qui résident en France depuis des années et sont confrontées à toutes sortes de discriminations et obstacles administratifs.

Contact Presse : Nan Suel : 06 01 76 67 67 nan.suel@eg-migrations.org

**Ci-dessous des réactions de la presse**

**Ce n'est pas tous les jours que nous organisons une session nationale des Etats Généraux des Migrations, les médias étaient donc présents pour couvrir l'événement. Voici une revue de presse des articles qui traitent le sujet :**

"Les Etats généraux des migrations rendent visible la « France solidaire » et dessinent une autre politique d’accueil", [*Basta !*](http://r58n.mjt.lu/lnk/AM0AAApdQ4kAAABsmIoAAAD20pgAAAAADAQAAAv0AAp6KQBbD_8dbZs8tGbmRIKqqM8UHrCnyQAKN-4/4/tIW-C0iYa1Nv-6t_tZNDAw/aHR0cHM6Ly93d3cuYmFzdGFtYWcubmV0L0xlcy1FdGF0cy1nZW5lcmF1eC1kZXMtbWlncmF0aW9ucy1yZW5kZW50LXZpc2libGUtbGEtRnJhbmNlLXNvbGlkYWlyZS1ldA), 28 mai 2018

"La France solidaire réunie aux États-généraux des migrations", [*Politis*](http://r58n.mjt.lu/lnk/AM0AAApdQ4kAAABsmIoAAAD20pgAAAAADAQAAAv0AAp6KQBbD_8dbZs8tGbmRIKqqM8UHrCnyQAKN-4/5/6gRuh1rVvdFkXxweCYsAxw/aHR0cHM6Ly93d3cucG9saXRpcy5mci9hcnRpY2xlcy8yMDE4LzA1L2xhLWZyYW5jZS1zb2xpZGFpcmUtcmV1bmllLWF1eC1ldGF0cy1nZW5lcmF1eC1kZXMtbWlncmF0aW9ucy0zODg3Mi8), 28 mai 2018

"Le monde associatif uni pour une autre politique migratoire", [*La Croix*](http://r58n.mjt.lu/lnk/AM0AAApdQ4kAAABsmIoAAAD20pgAAAAADAQAAAv0AAp6KQBbD_8dbZs8tGbmRIKqqM8UHrCnyQAKN-4/6/9Mxb8-N7mfLiyP7Nz5b_EA/aHR0cHM6Ly93d3cubGEtY3JvaXguY29tL0ZyYW5jZS9JbW1pZ3JhdGlvbi9MZS1tb25kZS1hc3NvY2lhdGlmLXVuaS1hdXRyZS1wb2xpdGlxdWUtbWlncmF0b2lyZS0yMDE4LTA1LTI4LTEyMDA5NDI0MjA), 28 mai 2018

"Montreuil : l’appel des 100 pour une autre politique migratoire", [*Le Parisien*](http://r58n.mjt.lu/lnk/AM0AAApdQ4kAAABsmIoAAAD20pgAAAAADAQAAAv0AAp6KQBbD_8dbZs8tGbmRIKqqM8UHrCnyQAKN-4/7/eQYxibd15fM88W9vS10rzg/aHR0cDovL3d3dy5sZXBhcmlzaWVuLmZyL3NlaW5lLXNhaW50LWRlbmlzLTkzL21vbnRyZXVpbC1sLWFwcGVsLWRlcy0xMDAtcG91ci11bmUtYXV0cmUtcG9saXRpcXVlLW1pZ3JhdG9pcmUtMjctMDUtMjAxOC03NzM4ODAzLnBocA), 27 mai 2018

"Etats généraux des migrations : les associations poussées à jouer collectif", [*L*](http://r58n.mjt.lu/lnk/AM0AAApdQ4kAAABsmIoAAAD20pgAAAAADAQAAAv0AAp6KQBbD_8dbZs8tGbmRIKqqM8UHrCnyQAKN-4/8/RHiCrxgIQ9vBcbMoG0LzhQ/aHR0cHM6Ly93d3cubGVtb25kZS5mci9pbW1pZ3JhdGlvbi1ldC1kaXZlcnNpdGUvYXJ0aWNsZS8yMDE4LzA1LzI2L2V0YXRzLWdlbmVyYXV4LWRlcy1taWdyYXRpb25zLWxlcy1hc3NvY2lhdGlvbnMtcG91c3NlZXMtYS1qb3Vlci1jb2xsZWN0aWZfNTMwNTAwNF8xNjU0MjAwLmh0bWw_eHRtYz1ldGF0c19nZW5lcmF1eF9kZXNfbWlncmF0aW9ucyZ4dGNyPTE)[*e Monde*](http://r58n.mjt.lu/lnk/AM0AAApdQ4kAAABsmIoAAAD20pgAAAAADAQAAAv0AAp6KQBbD_8dbZs8tGbmRIKqqM8UHrCnyQAKN-4/9/y2LYrxH3MRX_ktEWH8VQIw/aHR0cHM6Ly93d3cubGVtb25kZS5mci9pbW1pZ3JhdGlvbi1ldC1kaXZlcnNpdGUvYXJ0aWNsZS8yMDE4LzA1LzI2L2V0YXRzLWdlbmVyYXV4LWRlcy1taWdyYXRpb25zLWxlcy1hc3NvY2lhdGlvbnMtcG91c3NlZXMtYS1qb3Vlci1jb2xsZWN0aWZfNTMwNTAwNF8xNjU0MjAwLmh0bWw_eHRtYz1ldGF0c19nZW5lcmF1eF9kZXNfbWlncmF0aW9ucyZ4dGNyPTE) (édition abonnés), 26 mai 2018

A la radio, France Inter a consacré une partir de sa matinale du 26 mai à la session nationale et RCF a réalisé plusieurs entretiens.